



## PRODUIRE EN FRANCE

La relance de notre croissance par la compétitivité

# PRIORITÉ À LA RÉ-INDUSTRIALISATION

## Un pacte productif pour la France

### LE CONSTAT

Ces quinze dernières années, l'économie française vient de subir un désastre dont nous pourrions souffrir pendant des décennies. L'enjeu est considérable. Il est sous-estimé par l'ensemble de nos dirigeants et pourtant, si rien de courageux et massif n'est fait, c'est toute la société française qui en sera affectée pendant des décennies. Les chiffres sont accablants :

**En 1999, la part de l'industrie dans le PIB était de 22%**

**En 2009, elle était de 16%**

**L'industrie c'est 80% de nos exportations**, donc de capacités d'échange dont dépendent notre souveraineté et notre niveau de vie.

**C'est 85% de notre recherche** ; les industries nécessitent des compétences scientifiques et techniques dans lesquelles excellent les Français, de l'ingénieur à l'ouvrier qualifié.

**La croissance annuelle de la productivité du travail par tête est de 3,12% dans l'industrie et de 0,53% hors industrie. Du fait de la faible part de l'industrie dans notre production de richesse, notre croissance potentielle ne dépasse pas 1%.**

**L'industrie joue un rôle social éminent.** Les manufactures fixent les populations, irriguent les territoires et entraînent les autres activités. **Elles sont les locomotives de notre économie et la colonne vertébrale de nos territoires** ; elles nous distinguent des pays émergents et, à coup sûr, des pays en voie de développement. L'histoire retiendra l'effondrement de notre système de production sans équivalent en Europe et la myopie, sinon l'incompétence des pouvoirs publics depuis plus de quinze ans qui, endormis par la création de l'Euro et le traité de Lisbonne, n'ont pas su réagir !

### UNE STRATÉGIE NATIONALE AMBITIEUSE DE REDRESSEMENT

Ce sont donc des emplois de chercheurs, d'innovateurs, d'ingénieurs, de commerciaux et d'ouvriers de tous niveaux qui sont aussi en jeu. **Notre pays doit choisir maintenant une stratégie.**

Certaines voix laissent entendre que le coût du travail ne représente que 10% du problème, ce qui est vrai dans les

très grandes entreprises automatisées et robotisées. Mais ces mêmes voix réduisent à tort l'industrie aux grandes filières constituées de donneurs d'ordre et de sous-traitants alors que les industries sont diverses ; petites et indépendantes, elles peuvent être leaders sur un marché. Cette diversité doit rester la force de nos tissus économiques.

**L'allègement du coût du travail serait un signal fort pour le secteur.** Cela profiterait surtout aux petites et moyennes manufactures dont nous manquons tant et dont les coûts salariaux peuvent représenter jusqu'à 30 à 50% du total du coût de production.

**Ce choc de compétitivité** que proposent nos économistes consisterait, d'une part à réduire de 50% les charges sur le travail des 3 564 000 salariés du secteur exposé à la concurrence internationale, ce qui représente un coût de 24,7 Mds€.

**Mais la stratégie de redressement c'est aussi redonner de l'attractivité au secteur** afin qu'il se dote de nouvelles ressources en compétences et en financement. Actuellement, nos ingénieurs s'orientent vers la finance, nos patrons de PMI vivant dans l'insécurité cherchent à vendre, nos jeunes diplômés suivent les investisseurs qui s'éloignent de la production et du territoire. Nous devons inverser cette tendance.

Par ailleurs, il est navrant de constater que le taux de marge de l'industrie manufacturière est un des plus bas d'Europe et ne permet pas de financer les investissements, limitant ainsi notre croissance et notre capacité à créer des emplois, ce qui va contre l'intérêt national.

### Taux de marge de l'industrie manufacturière en Europe

Finlande	49%
Italie	41%
Allemagne	34,9%
France	28,7%

Source OCDE

Il est donc temps de rendre le secteur productif attractif pour qu'on puisse y gagner autant d'argent que dans d'autres secteurs d'activités moins essentiels pour notre prospérité.

Dans les 20 prochaines années, environ 2 à 3 milliards d'habitants supplémentaires voudront accéder au standard de vie européen des années 1950 et constitueront une demande à laquelle nous devons nous aussi répondre en développant une offre que nous sommes techniquement en mesure de produire, si nous redonnons de l'attrait à nos industries.

### Des mesures fortes nécessaires pour donner de l'attractivité au secteur productif

Coût en mds€

Abattement 50 % charges sociales	<b>24,7</b>
Exonération TP à 75%	<b>5</b>
La sortie des actions et droits sociaux de l'assiette ISF	<b>1</b>
Réduction du taux d'IS à 10% pour les bénéficiaires réinvestis	<b>2,4</b>
Taux d'imposition sur les dividendes des entreprises de moins de 500 personnes à 10% en sus de la CSG	<b>0,5</b>
Total coût brut n'intégrant pas le surcroît mécanique d'IS	<b>33,6</b>

Ces avantages, délibérément consentis dans le cadre d'une stratégie nationale de redressement de notre économie pour les décennies à venir, restent dans nos capacités budgétaires actuelles.

Poursuivre la politique des mesures de circonstance n'est pas à la hauteur des enjeux, c'est la raison pour laquelle nous proposons ces transferts.

### Les ressources permettant de créer un choc de compétitivité pour le secteur productif

Limitier les exonérations de charges sociales sur les bas salaires aux entreprises de moins de 500 salariés	<b>6</b>
Suppression de la prime pour l'emploi	<b>4</b>
Abrogation de la TVA restauration	<b>3</b>
Alignement du taux de CSG des retraités sur celui des salariés	<b>5</b>
2,4 points de TVA	<b>16,8</b>
Total <sup>1</sup>	<b>33,8</b>

L'augmentation de la TVA<sup>2</sup> est, dans la situation actuelle, nécessaire car elle a le mérite de contribuer à la réduction du déficit de notre balance commerciale.

<sup>1</sup> Ces choix sont ceux des experts de la Fondation Concorde. Mécaniquement, ces avantages provoquent des recettes supplémentaires.

<sup>2</sup> Soit une TVA à 22% (la Suède étant à 25%).

### METTRE EN PLACE UNE STRUCTURE NATIONALE CHARGÉE DU REDRESSEMENT DE L'INDUSTRIE

Une agence nationale pour l'industrie, structure privée/publique, doit remplacer les structures de l'État défaillantes.

Cette agence devra se nourrir des informations mondiales et organiser ses relais au plan local ; faire naître et se développer de nouvelles PMI ce qui nécessite des capitaux mais aussi de l'accompagnement, du travail en groupe.

Les méthodes existent, l'expertise aussi. Nos PMI doivent pouvoir bénéficier d'appuis dans tous les domaines. Leur succès sera le nôtre. Nous devons surmonter le défaitisme actuel des patrons d'industrie et l'autosatisfaction de structures patronales, dans l'ensemble, dépassées.

#### Nombre d'entreprises exportatrices

	En 2005	En 2009	Évolution
France	100 000	91 000	-9%
Allemagne	219 244	241 446	+10%

Source Natixis

Un désastre sans équivalent en Europe (excepté Malte, Chypre et l'Irlande).

#### LA NÉCESSAIRE MOBILISATION DE NOS ÉLITES

Bien gagner sa vie dans une industrie pleine de nouvelles perspectives permettra d'attirer les jeunes diplômés de nos meilleures écoles et universités.

Le retour de la confiance dans nos tissus économiques est lié à l'apport nouveau, organisé et massif de jeunes compétences, réparties dans des structures locales développant de multiples programmes au cœur des activités, avec les entrepreneurs (voir *Produire en France*, 2011).

#### LES JEUNES DIPLÔMÉS FRANÇAIS PARCOURENT LE MONDE ET DOIVENT ÊTRE ASSOCIÉS À L'EFFORT INDUSTRIEL

L'argument d'hier concernant la frilosité des Français pour l'étranger et les langues n'est plus d'actualité. Nous disposons des commerciaux pour le futur. De nouvelles organisations permettront de les associer à notre stratégie nationale.

Enfin, l'Europe doit protéger ses manufactures. L'ouverture totale de nos économies risque de nous vider rapidement de nos usines, quels que soient nos efforts.

**Il est donc nécessaire de réfléchir à l'instauration de barrières douanières.**

**Il s'agit de notre niveau de vie, de nos emplois et de notre indépendance.**